



KPMG SA
71 avenue Antoine de Saint
Exupéry
BP 851
76235 Bois Guillaume

ESIGELEC

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Certifié conforme à l'original

Exercice clos le 31 décembre 2024

ESIGELEC

Avenue Galilée Technopole du Madrillet 76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
71 avenue Antoine de Saint
Exupéry
BP 851
76235 Bois Guillaume

ESIGELEC

Avenue Galilée Technopole du Madrillet 76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association ESIGELEC,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ESIGELEC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués notamment pour ce qui concerne les produits de scolarité ainsi que les créances et produits constatés d'avance s'y rattachant.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bois Guillaume, le 7 avril 2025

KPMG SA

Sandra FABBRO

Associée

ESIGELEC

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

COMPTES ANNUELS

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

SOMMAIRE

BILAN ACTIF	3
Au 31/12/2024 en Euros	3
BILAN PASSIF	4
COMPTE DE RESULTAT	5
AU 31/12/2024 EN EUROS	5
ANNEXE COMPTABLE	6
A - Objet social	6
B - Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	6
Programme ingénieur :	6
<u>Cycle Préparatoire Intégrée International :</u>	6
<u>Cycle Ingénieur :</u>	7
Programme Bachelor :	7
Programme Master :	7
Programme doctoral :	8
C - Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	8
1. ACTIVITE 2024	8
2. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	11
D - Principes et règles comptables	11
1. PRINCIPES GÉNÉRAUX	11
1.1. Changement de méthode comptable	11
1.2. Changements d'estimation	11
1.3. Corrections d'erreurs	11
2. DÉROGATIONS	11
E - Informations relatives au bilan	12
1. BILAN ACTIF	12
1.1. Immobilisations	12
1.2. Amortissement pour dépréciation	13
1.3. Créances	13
Disponibilités : 6 924 k€	14
1.4. Charges constatées d'avance	14
2. BILAN PASSIF	14
2.1. Fonds propres	14
2.2. Provisions pour risques et charges	16
2.3. Dettes classées par échéance	16
2.4. Produits constatés d'avance	17
F - Informations relatives au compte de résultat	17
1. VENTILATION DES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	17
2. VENTILATION DU RESULTAT FINANCIER 167 k€	19
3. VENTILATION DU RESULTAT EXCEPTIONNEL 625 k€	19
4. IMPOTS SUR LES SOCIETES 478 k€	19
5. MOYENS HUMAINS	19
G - Autres informations	20
1. ENGAGEMENT HORS BILAN	20
2. REMUNERATION DES DIRIGEANTS	20
3. FORMATION PROFESSIONNELLE	20

BILAN ACTIF

Au 31/12/2024 en Euros

ACTIF	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06)			Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amort. et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 243 191	1 183 017	60 174	68 762
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	29 321 887	15 046 056	14 275 831	8 235 340
Autres immobilisations corporelles			-	
Immobilisations corporelles en cours	93 275	-	93 275	
Immobilisations financières			-	
Autres titres immobilisés	181 000		181 000	181 000
Autres	16 750		16 750	17 350
Total I	30 856 103	16 229 073	14 627 030	8 502 452
ACTIF CIRCULANT				
Créances				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 095 848	616 370	4 479 478	4 803 358
Autres	5 528 806		5 528 806	4 739 200
Disponibilités	6 924 143		6 924 143	11 015 089
Charges constatées d'avance	343 527		343 527	403 313
Total II	17 892 324	616 370	17 275 954	20 960 960
TOTAL GENERAL (I + II)	48 748 427	16 845 443	31 902 984	29 463 412

BILAN PASSIF

Au 31/12/2024 en Euros

PASSIF	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06)	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres complémentaires	1 062 220	1 062 220
Fonds propres avec droit de reprise		
Subvention d'investissement affecté à des biens renouvelables		
Fonds propres complémentaires	- 533 372	- 533 372
Réserves		
Réserves Saint Nazaire		
Autres	584 317	584 317
Report à nouveau	2 634 921	2 922 582
Excédent ou déficit de l'exercice	- 566 557	- 287 661
Situation nette (sous total)	3 181 529	3 748 086
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	8 864 104	9 304 725
Total I	12 045 633	13 052 811
PROVISIONS		
Provisions pour risques	550 343	499 040
Provisions pour charges	727 955	814 831
Total II	1 278 298	1 313 871
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 495 227	4 269 666
Emprunts et dettes financières diverses	1 500	1 500
Avances et acomptes reçus		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	1 045 012	574 776
Dettes fiscales et sociales	2 133 299	2 113 546
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	1 651 404	1 107 047
Produits constatés d'avance	8 252 611	7 030 195
Total III	18 579 053	15 096 730
TOTAL GENERAL (I + II + III)	31 902 984	29 463 412

COMPTE DE RESULTAT au 31/12/2024 en €uros

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06)	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et services		
Ventes de prestations de service (Scolarité et autres recettes d'exploitation)	14 078 147	13 853 261
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 565 427	2 215 748
Subventions		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	518 696	502 451
Autres produits		
Quote-part de subventions d'investissement virée au compte de résultat		
Autres produits	160 783	12 721
Total I	17 323 053	16 584 181
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	5 282 861	5 208 359
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	195 878	163 638
Salaires et traitements	8 051 947	7 789 505
Charges sociales	3 799 712	3 652 826
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 079 984	1 027 684
Dotations aux provisions	227 410	173 570
Autres charges	522 230	594 121
Total II	19 160 022	18 609 703
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 1 836 969	- 2 025 522
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	224 225	134 325
Total III	224 225	134 325
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	57 116	41 756
Total IV	57 116	41 756
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	167 109	92 569
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	- 1 669 860	- 1 932 953
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	111 297	751 411
Sur opérations en capital	513 557	443 393
Total V	624 853	1 194 804
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Total VI	-	-
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	624 853	1 194 804
Intéressement des salariés (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	- 478 450	- 450 487
Total des produits (I + III + V)	18 172 131	17 913 310
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	18 738 688	18 200 972
EXCEDENT OU DEFICIT	- 566 557	- 287 662

ANNEXE COMPTABLE

A - Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association a pour objet de :

- former les apprenants au travers de l'acquisition des savoirs et savoir-faire techniques, économiques, sociaux et humains reposant sur une solide culture scientifique, en incluant les savoir-être nécessaires à la profession ; et ce par les voies de formation classique (formation sous statut étudiant), formation par l'apprentissage (formation sous statut apprenti), formation continue (formation sous statut stagiaire de la formation professionnelle continue), ou toute autre voie de formation. Les formations dispensées sont celles délivrant le titre d'ingénieur ou d'autres titres reconnus par l'État français. Ces formations peuvent également amener à la délivrance de diplômes d'établissement ou diplômes labellisés,
- promouvoir et organiser les activités de recherche tant académique qu'à vocation industrielle,
- organiser l'action de l'ESIGELEC en tant qu'acteur du développement économique,
- accompagner les entreprises et tout autre organisme qui lui en fait la demande dans le développement de leurs activités en favorisant l'innovation, le transfert de technologie et le développement,
- développer l'activité innovation et action entrepreneurial,
- promouvoir l'image de marque de l'ingénieur,
- promouvoir et organiser le rayonnement international de l'ESIGELEC, tout en restant ouvert à un ensemble de partenaires régionaux et nationaux,
- promouvoir l'enseignement supérieur scientifique et technologique,
- organiser et assurer le fonctionnement de l'ESIGELEC.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

B - Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

Former et diplômer des apprenants, en France et à l'international, au développement et à la maîtrise des Systèmes Intelligents et Connectés, par voie classique, d'apprentissage ou formation continue. Les rendre compétents et autonomes dans les domaines du numérique, des systèmes et de l'énergie, et capables d'exercer dans un monde conjuguant technologie, environnement, relationnel, ouverture internationale. Objectifs corollaires : engagement sociétal (ouverture sociale, égalité, handicap en compte, développement durable), recherche.

L'ESIGELEC, opérateur de formation inscrit dans la compétition mondiale, forme des ingénieurs dont le diplôme est accrédité par l'État français, des élèves en masters et bachelors. Elle concourt ainsi à une mission de formation aux côtés d'opérateurs publics et privés. En phase avec sa mission de formation, l'ESIGELEC conduit une Recherche créatrice de savoirs et de valeurs. Son positionnement dans le domaine des sciences physiques pour l'ingénieur contribue au développement économique du territoire et de ses entreprises

Programme ingénieur :

Cycle Préparatoire Intégrée Internationale :

- Possibilité de première immersion à l'international : séjour linguistique,
- Possibilité de stage optionnel en entreprise
- LV2 obligatoire
- Approche technologique et expérimental
- Programme axée sur celui des classes préparatoires PSI

Cycle Ingénieur :

- 5 départements (4 technologiques et 1 science humaine et sociale)
- Pédagogie à choix multiples répondant à la diversité de Projets Personnels et Professionnels (PPP): 14 dominantes bilingues anglais-français à Rouen et 2 à Poitiers, choix d'électifs, 9 approches métiers, 2 trajectoires d'approfondissement thématique (Recherche, Innovation & Entrepreneuriat) et autres activités laissées au libre choix de l'étudiant (CV, simulation de recrutement, vie associative, conférences thématiques, ...)
- Pédagogie active par projets adaptée aux enjeux et l'autonomisation des étudiants : Projet Initiative et Créativité, Projet Technologique, Projet Ingénieur, et Apprentissage Par Problèmes (APP)
- Pédagogie inversée, serious game, Fablab...
- 3 stages obligatoires
- une mobilité à l'international obligatoire Mobilité internationale obligatoire de 16 semaines pour les étudiants (sous forme de stages ou de cursus d'étude en universités partenaires) ou de 12 semaines pour les alternants (sous forme de missions en entreprise à l'international),
- Bi-diplômes : 26 cursus internationaux, 3 cursus ingénieurs management
- Importance de l'enseignement des langues : préparation au TOEIC (785 points requis pour prétendre au diplôme), passage du test VOLTAIRE pour tous, LV2 obligatoire ou anglais renforcé pour les apprenants sous statut étudiant, Français Langue Etrangère pour non francophone, enseignements de dominante en anglais, expérience internationale optionnelle (Dublin ou Malte), mobilité internationale d'un semestre académique
- Développement Durable : Fresque du climat pour les étudiants de 1ère année, fresque du numérique pour les étudiants de 2^{ème} année, organisation de conférences sur les enjeux mondiaux (notamment énergétiques), présence d'une Unité d'Enseignement « Transition Ecologique » en 1^{ère} année et d'une Unité d'Enseignement « Transition Ecologique pour un Développement Soutenable » en 2^{ème} année, intégration des enjeux du Développement Durable dans les enseignements scientifiques
- Renforcement de la culture d'innovation et d'entrepreneuriat (9 approches métiers, parrainages, accès aux plateformes recherche, conférences de sensibilisation à la Recherche, trajectoires d'approfondissement en « Innovation et Entrepreneuriat » ou encore en « Recherche », ...)
- Renforcement du rôle d'acteur au service du développement économique et sociétal : dispositifs d'accès à l'enseignement supérieur prenant en compte l'égalité ou encore le handicap, Cordées de la Réussite, Elles Bougent, Banque Alimentaire, ...), création d'une Unité d'Enseignement « Engagement Citoyen », engagement associatif, prévention des conduites à risques, information/formation contre le harcèlement et les VSS
- Evolution de l'offre des dominantes de l'école, avec la transformation de la dominante ARI en DARIA (Digitalisation, Automatisation, Robotique et IA pour l'industrie) et la fusion des dominantes ISE-OC et ISE-VA en ISEMAC (Ingénierie des Systèmes Embarqués, Mobiles, Autonomes et Connectés)

Programme Bachelor :

- Le bachelor Maintenance des Systèmes Intelligents et Connectés en convention avec l'IMT Nord Europe a ouvert en septembre 2023, 5 étudiants ont été recrutés en septembre 2023 et 12 en septembre 2024. Ce programme est dit « FISEA : formation initiale sous statut d'étudiant la première année et puis d'apprenti pour la deuxième et troisième année

Programme Master :

- 1 Diplôme National de Master (DNM) en ingénierie des systèmes complexes regroupant 2 parcours (« Systèmes Electroniques Embarqué » et « Ingénierie Logicielle et Transformation Numérique ») avec une rentrée en septembre pour 4 semestres ou en février pour 3 semestres, co-accrédité ESIGELEC/INSA Rouen Normandie
- 1 MSc « Electronic Embedded Systems », en partenariat avec " University of Electronic Science and Technology of China " à Chengdu en Chine et ouvert uniquement à des étudiants locaux,
- 1 MSc « Automotive Embedded Systems », en partenariat avec les universités indiennes « Manipal Academy for Higher Education » et « Muthoot Global Center for Education and Research », ouvert uniquement à des étudiants de ces deux universités,
- 1 MSc « Connected Embedded Intelligent Systems », en partenariat avec les universités indiennes « Manipal Academy for Higher Education » et « Muthoot Global Center for Education and Research », ouvert uniquement à des étudiants de ces deux universités

- 1 MSc « Mécatronique et Génie Electrique », en partenariat avec l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny en Côte d'Ivoire, ouvert à des étudiants de Côte d'Ivoire et des pays voisins,
- 1 Mastère spécialisé « Manager Industrialisation 4.0 » conjoint ESIGELEC/CESI Rouen Normandie

Programme doctoral :

- 27 doctorants dont 5 CIFRE/Thèses industrielles (8 ont soutenu leur thèse en 2024)
- Formation des ingénieurs à la recherche et par la recherche

Recherche :

- Valorisation du laboratoire de recherche IRSEEM, labellisé Unité de Recherche UR 4353, comprenant : 3 pôles de recherche, 4 plateformes technologiques de haut niveau, 1 service innovation recherche et développement comprenant le CI2T (Centre d'Innovation et de Transfert de la Technologie) et le C2EM (Centre d'Essais et d'Etude CEM), 1 banc à rouleaux
- 20 programmes de recherche et innovation dont le démarrage de 6 nouveaux projets de recherche
- 7 Contrats de R&D dont 4 démarrés en 2024
- 27 doctorants (dont 8 ont soutenu leur thèse en 2024),
- 12 HDR
- Recherche appliquée et de transfert dans les domaines : robotique, compatibilité électromagnétique, mobilité autonome, véhicule électrique, énergie, santé...
- 4 CIFRE/thèse industrielle dont 1 démarrée en 2023 et 2 soutenues en 2023
- Déploiement de l'axe de recherche Systèmes Cyber-Physiques en environnements sévères validé par l'HCERES
- Positionnement dans les pôles de compétitivité, Carnot ESP, filières industrielles (NAE, Normandie Energies, LSN)
- Rôle actif dans le développement de l'ITE VEDECOM (Véhicule Décarboné)
- Positionnement dans les réseaux scientifiques, académiques et industriels en appui sur les dispositifs de l'État et des collectivités

C - Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

1. ACTIVITE 2024

Le résultat net de l'exercice est de -567 k€.

Les produits, de 18 172 k€, proviennent pour 72 % des frais de scolarité ingénieurs et masters, et pour 14 % des subventions. Les charges s'élèvent à 19 217 k€ composés à 62 % de charges de personnel et 27% de charges externes.

En Aout 2024, l'ESIGELEC s'est porté acquéreur du bâtiment qui accueille le campus de Poitiers ouvert en septembre 2023 sur la technopole Futuroscope. Cette acquisition et les travaux d'aménagement s'élèvent à 7M€. Cette opération est subventionnée par les collectivités locales : Région Nouvelle Aquitaine (4 200k€), département de la vienne (1 200k€), Communauté urbaine de Grand Poitiers (350K€).

En septembre 2024, l'administration fiscale a notifié un rejet partiel du Crédit Impôt Recherche 2021 et total du Crédit Impôt Recherche 2022 en l'absence de réception des fiches techniques portant sur l'éligibilité des projets de recherche pourtant adressées. Face aux critiques de l'administration, nous avons établi de nouvelles déclarations rectificatives pour le CIR 2021 et 2022 tenant compte de l'avis du rapport de la DRARI reçu le 17/04/23 à l'exception du projet DITHAA.

Pour mémoire, le montant du CIR 2021 rectificatif s'élève à 388k€ et à 366k€ pour le CIR 2022. Les déclarations rectificatives sont actuellement en cours d'instruction auprès des services fiscaux.

Pour 2023, nous avons établi spontanément une nouvelle déclaration rectificative et adressé l'ensemble des fiches

Effectifs étudiants :

	Effectifs à la rentrée 2024/2025 (et comparaison avec 2023/2024)					
	Filière classique		Apprentis		Contrats pro	
	2023/2024	2024/2025	2023/2024	2024/2025	2023/2024	2024/2025
CPII						
1 ^{ère} année	160	143				
2 ^{ème} année	133	120				
CYCLE INGE						
1 ^{ère} année	268	245	110	124		
2 ^{ème} année	259	197	153	153		
3 ^{ème} année	185	198	122	144	61	34
Bachelors						
1 ^{ère} Année	5	12				
2 ^{ème} année		5				
Master	83	122				
Master Offshore	75	84				
Filière internationale	9	4				
Doctorant	29	27				

L'effectif moyen du cycle ingénieur est de 1125 élèves en 2024 contre 1 207 en 2023.

L'effectif moyen du CPII diminue de 25 étudiants entre 2024 (279 étudiants) et 2023 (303 étudiants).

Ressources :

Filière classique : 5 168 k€

Le coût moyen annuel de facturation du cycle ingénieur filière classique passe de 7 315€ en 2023 à 7 655€ en 2024.

	Frais de scolarité 2022 / 2023	Frais de scolarité 2023/ 2024	Frais de scolarité 2024/2025
Cycle ingénieur 1 ^e année	7 300 €	7500 €	7900 €
Cycle ingénieur 2 ^e année	7 300 €	7500 €	7900 €
Cycle ingénieur 3 ^e année	7 300 €	7500 €	7900 €

Cycle Préparatoire Intégré International : 1 430 k€

Le montant moyen annuel du cycle préparatoire de 4 942€ en 2023 à 5 151€ en 2024.

Les étudiants boursiers bénéficient d'un dégrèvement de 25% des frais de scolarité. Le pourcentage d'étudiants boursiers bénéficiant de ce dégrèvement est similaire à 2023, soit 18 %.

	Frais de scolarité 2023 / 2024		Frais de scolarité 2024 / 2025	
	Non Boursier	Boursier	Non Boursier	Boursier
CPII 1 ^{er} année	5200	3900	5500	4125
CPII 2 ^{ème} année	5200	3900	5500	4125

Apprentissage : 4 752 k€

421 apprentis sont sur deux campus : Rouen et Poitiers. Le campus de Poitiers accueille uniquement des apprentis, avec 13 étudiants recrutés à la rentrée de septembre 2024 et 18 en deuxième années.

Le coût net de financement d'un apprenti passe de 11 527 € en 2023 à 11 969 € en 2024. Ce financement se décompose entre une part OPCO et un reste à charge entreprise.

Contrats de professionnalisation : 488 k€

564 h de formation théorique au tarif standard de 19 €/heure.

Filière internationale : 127 k€

Programme d'Adaptation Linguistique et Scientifique de 6 ou 12 mois permettant d'intégrer le cycle ingénieur ou la classe préparatoire de l'école ou d'une école partenaire.

Masters : 1 118 k

- 15 450 € pour quatre semestres, 12 050 € pour trois semestres
- 2 Masters label labellisé Conférence des Grandes Ecoles conjoints avec l'université de Jinan : Les frais de scolarités sont de 5 600€ pour la formation à ESIGELEC qui se déroule de février à juin
- Programme MSC-master of science délocalisée à Chengdu en Chine, en partenariat avec l'Université des Sciences et Technologies de l'Electronique de Chine (UESTC). Le tarif reversé à l'ESIGELEC est de 6 500 € pour les 10 mois que dure la formation.
- 1 MSc « Mécatronique et Génie Electrique », en partenariat avec l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny en Côte d'Ivoire, ouvert à des étudiants de Côte d'Ivoire et des pays voisins,
- 1 Mastère spécialisé « Manager Industrialisation 4.0 » conjoint ESIGELEC/CESI Rouen Normandie :

Bachelor : 59 k€

Le bachelor Maintenance des Systèmes Intelligents et Connectés en convention avec l'IMT Nord Europe ouvert en septembre 2023, il accueille 12 apprenants en 1ere année et 5 en 2eme année.

Les frais de scolarités pour la première année sont 6 000 € pour les non boursiers et 4 500 € pour les boursiers. Les étudiants boursiers bénéficient d'un dégrèvement de 25% des frais de scolarité. En 2eme année 5 apprenants sont sous contrat d'apprentissage, le financement se décompose entre une part OPCO et un reste à charge entreprise, pour un montant moyen en 2024 de 8 850€

Contrats de recherche et transfert privés : 638 k€

- Prestations de mesure : 178 k€
- Prestations banc à rouleaux : 46 k€
- Encadrements de thèses : 100 k€
- Contrat R&D : 315 k€

Subventions : 2 565 k€

- MESRI : la subvention ministérielle est maintenue soit 937 k€.
- Financement dans le cadre de programmes de recherche publics : 767 k€
- Collecte du 13 % de la taxe d'apprentissage : 484 k€
- Subventions dans le cadre de la pédagogie : L'appel à manifestation d'intérêt « Compétences et métiers d'avenir » (AMI CMA), le financement régional, Erasmus et métropole s'élève à 295 k€
- Subvention CVEC (Contribution Vie Etudiante et de Campus) et Cordées de la réussite : 83k€

Produits Financiers : 224 k€

Produits exceptionnels : 625 k€

- Les QP de subventions : 513 k€
- Autres Produits exceptionnels : 111 k€
(abandon d'acomptes étudiants)

Crédit Impôt Recherche : 478 k€

Charges :

Charges externes : 5 282 k€

Elle varie plus est de 75 k€ par rapport à 2023

Frais de personnel : 11 982 k€

12 départs en CDI sur 2024 dont 6 démissions, 4 départs en retraite et 2 licenciements pour inaptitude. 5 ne sont pas remplacés à ce jour.

Un accroissement des activités de recherche a entraîné le recrutement de CDD financé sur les nouveaux programmes de recherche

2. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

L'administration fiscale a sollicité la délégation régional académiques à la recherche et à l'innovation (DRARI) pour apprécier le caractère scientifique des travaux de R&D déclarés au CIR 2023.

D - Principes et règles comptables

1. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général

Le règlement ANC 2022-02 complète le règlement ANC 2018-06 en ce qui concerne la comptabilisation des produits de financement de l'apprentissage. Il est appliqué depuis le 31 décembre 2022.

En application avec le règlement ANC 2018-06, l'ESIGELEC comptabilise les produits des subventions d'exploitation affectées aux projets en fonction des dépenses engagées au prorata du montant financé dans la convention compte tenu de l'existence de conditions suspensives dans les conventions associées aux projets

1.1. Changement de méthode comptable

Notre entité n'a réalisé aucun changement de méthode comptable sur l'exercice 2024.

1.2. Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation à l'exception de celui relatif aux engagements de retraite consécutif à la réforme des retraites intervenu en 2024.

1.3. Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

2. DÉROGATIONS

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

E - Informations relatives au bilan

1. BILAN ACTIF

1.1. Immobilisations

Immobilisations corporelles et incorporelles				30 565 k€
Logiciels	VNC	1 243 k€		
Construction	VNC	12 573 k€		
Matériel	VNC	10 390 k€		
Agencement, Matériel transport, bureau et informatique	VNC	6 359 k€		
Immobilisations financières				198 k€
Autres titres		181 k€		
Caution		17 k€		

Principales variations de l'exercice (hors immobilisations en cours) :

Les sommes investies au cours de l'exercice s'élèvent à 7 210 k€ soit 29 k€ d'acquisitions incorporelles, 7 181 k€ d'acquisitions corporelles.

Les sorties d'immobilisations ont été de 34 k€

CADRE A		IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Augmentations	
						Acquisitions créations et virements de poste à poste
Incorp.	Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL I			1 214 311		28 880
Corporelles	Constructions sol propre					6 073 000
	Constructions sol d'autrui			6 498 194		2 172
	Installations techn. matériel et outillage industriels			10 084 889		309 121
	Autres immo. corporelles	Installations générales, agencets, aménagts divers		2 559 479		333 110
		Matériel de transport		193 187		64 554
		Matériel de bureau et mobilier informatique		2 932 235		305 446
		Immobilisations corporelles en cours				93 275
	TOTAL II			22 267 984		7 180 678
Financière	Autres titres immobilisés			181 000		
	Prêts et autres immobilisations financières			17 350		
	TOTAL III			198 350		
TOTAL GENERAL (I + II + III)				23 680 644		7 209 558
CADRE B		IMMOBILISATIONS		Diminutions	Valeur brute des immobilisations de la fin de l'exercice	
				Par cessions à des tiers ou mises hors services		
Incorp.	Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL I				1 243 191	
Corporelles	Constructions sol propre				6 073 000	
	Constructions sol d'autrui				6 500 366	
	Installations techn., matériel et outillage industriels			4397	10 389 613	
	Autres immo. corporelles	Installations générales, agencets, aménagts divers			2 892 589	
		Matériel de transport		29 103	228 638	
		Matériel de bureau et mobilier informatique			3 237 681	
		Immobilisations corporelles en cours			93 275	
	TOTAL II			33 500	29 415 162	
Financières	Autres titres immobilisés				181 000	
	Prêts et autres immobilisations financières			600	16 750	
	TOTAL III			600	197 750	
TOTAL GENERAL (I + II + III)				34 100	30 856 102	

1.2. Amortissement pour dépréciation

Les modes et taux d'amortissement utilisés sont les suivants : Types d'immobilisation	Mode	Durée
Bâtiments, constructions	Linéaire	20 à 30 ans
Logiciel	Linéaire	1 à 3 ans
Matériel informatique	Linéaire	2 à 4 ans
Installations tech. Matériel et outillage	Linéaire	3 à 5 ans
Agencements	Linéaire	10 à 15 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et mobilier	Linéaire	10 ans

CADRE A		Situation des mouvements de l'exercice			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL I		1 145 548	37 469		1 183 017
Constructions sol d'autrui		354 158	344 837		698 995
Installations techniques, matériel et outillage industriels		9 296 904	358 118		9 655 022
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	1 976 060	49 628		2 025 689
	Matériel de transport	139 477	32 678	29 103	143 053
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 266 045	257 253		2 523 297
TOTAL II		14 032 644	1 042 515	29 103	15 046 056
TOTAL GENERAL (I + II)		15 178 192	1 079 984	29 103	16 229 072

1.3. Créances

Clients et comptes rattachés

Créances élèves	2 508 k€
Créances contrats professionnalisation	283 k€
Créances apprentissage	190 k€
Créances clients prestations et contrat de recherche	253 k€
Créances Masters	125 k€
Créances cycle Fontanet	23 k€
Créances autres clients	92 k€

Créances factures à établir 668 k€

Créances à -1 an 4 142 k€

Créances douteuses à +1 an 768 k€

Avances fournisseurs 186 k€

TOTAL 5 096 k€

Actif circulant classement par échéance

L'exigibilité des créances de l'actif est inférieure à un an.

Modalités de dépréciation des créances selon les 3 catégories identifiées de clients : Elèves-clients pédagogie-clients RD

Pour les créances élèves :

La dépréciation est évaluée en fonction des perspectives de recouvrement selon les modalités suivantes :

- pour les élèves exclus ou démissionnaires : 100 % la 1ère année
- pour les élèves ayant interrompu leur cursus : 50 % la 1ère pour un étudiant de 3ème année ou 75 % la 1ère année pour les étudiants de 1ère ou 2ème année, puis 100 % l'année suivante
- pour les élèves ayant terminé leurs cursus : 50 % la 1ère année, 75 % la 2ème, et 100 % la 3ème année
- Pour les créances clients du secteur pédagogie (apprentissage et contrats de pro) : Factures n-3 provision à 75%, factures n-2 provision à 50%, factures n-1 provision à 25%. Le taux de provision peut être relevé de 25% si des factures antérieures sont déjà provisionnées
- Pour les créances clients du secteur RD : factures n-1 provision 50% et provision 100 % si client en redressement ou liquidation judiciaire

Autres créances

Le montant des autres créances se décompose de la manière suivante :

Subvention à recevoir	3 725 k€
État - créance sur CIR	1 578 k€
État - TVA déductible	175 k€
Produits à recevoir	21 k€
Aide au permis, Erasmus	19 k€
Avances faites aux associations d'élèves	5 k€
Avances sur frais faites au personnel	4 k€
Divers	1 k€
TOTAL	5 528 k€

Elles sont toutes à échéance à moins d'un an.

Disponibilités : 6 924 k€

1.4. Charges constatées d'avance

Licences	145 k€
Maintenance	78 k€
Divers	62 k€
Salons	37 k€
Publicité	11 k€
Missions	8 k€
Locations	3 k€
TOTAL	344 k€

2. BILAN PASSIF

2.1. Fonds propres

2.1.1. Tableau de variation des fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE				
EN K€	Montant global avant règlements n°2018-06	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					-
Fonds propres sans droit de reprise (matériel Madrillet)					-
Fonds Propres ESIGELEC					-
Fonds Propres IRSEEM					-
Fonds Propres avec droit de reprise					-
Fonds Propres complémentaires	1 062				1 062
Fonds propres avec droit de reprise					-
Subvention d'investissement affecté à des biens renouvelables					-
Fonds Propres complémentaires	- 533				- 533
Réserves					-
Réserves Saint Nazaire	284				284
Autres	300				300
Report à nouveau	2 923	- 288			2 635
Excédent ou déficit de l'exercice	- 288	288	-	- 567	- 567
Situation nette (sous-total)	3 748	-	-	- 567	3 181
Subventions d'investissement	9 305			- 441	8 864
TOTAL	13 053	-	-	- 1 008	12 045

Le résultat de l'exercice 2023 de 288 k€ a été affecté par l'assemblée générale du 9 avril 2024 au compte de report à nouveau d'un total de 2 635 k€.

2.1.2. Subventions investissement

Il s'agit de subventions dont bénéficie l'association en vue d'acquérir des investissements

Les subventions d'investissement sont présentées au passif du bilan qu'à concurrence des investissements réalisés, le solde versé non dépensé étant présenté en dettes.

Modalités d'échelonnement :

Ces subventions sont qualifiées par l'association non renouvelables par l'organisme. Elles sont rapportées au résultat sur plusieurs exercices, la durée d'échelonnement correspond à la durée d'amortissement du bien financé.

Montant rapporté au titre de l'exercice 2024	514 k€
Montant restant à rapporter au titre des exercices futurs	8 864 k€

À la suite de l'application du règlement ANC n°2018-06, les quotes-parts de subvention virées au résultat sont désormais comptabilisées au résultat exceptionnel dans le poste « Produits Exceptionnels - Sur opération en capital » – Montant 2024 : 514 k€.

2.2. Provisions pour risques et charges

en k€	Montant au début de l'exercice	Apport	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées		Repris par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	772			86				686
Provisions pour médailles du travail	43			1				42
Provisions pour risques	499		66	15				550
TOTAL	1 314		66	102	-			1 278

Engagement pris en matière de retraite :

Conformément à la recommandation CRC 2013 R 02 du CNC, Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de dette actuarielle. Nous précisons que le montant des droits qui seraient dus au titre de l'indemnité de départ à la retraite a été évalué selon les critères suivants :

- l'engagement chiffré concerne uniquement le personnel en CDI
- départ à l'initiative du salarié
- le taux d'actualisation = 3.4 %
- âge de départ à la retraite différencié selon les CSP : de 60-64 ans pour les ouvriers et techniciens (départ à taux plein), de 65 ans à 67 ans pour les cadres (âge légal de départ)
- un turnover faible
- la table de mortalité 2024 de l'INSEE
- l'évolution de la rémunération : décroissance faible +0.5

Une provision pour charges est constituée. Elle couvre la totalité des engagements en matière de retraite, charges sociales incluses.

L'application de ces critères conduit à une évaluation de l'engagement pour un montant de 686 k€, charges sociales et fiscales incluses.

Provisions pour médailles du travail :

En application de la recommandation CRC 2013 R 02 du CNC, notre association a évalué et comptabilisé sous forme de provision son engagement en matière de médailles du travail. La provision pour médailles du travail a été évaluée en fonction du montant habituellement versé, en tenant compte des paramètres retenus suivants :

- l'engagement chiffré concerne uniquement le personnel en CDI
- une gratification de 1 380 € est versée après 20 ans et 30 ans d'ancienneté à l'ESIGELEC
- une probabilité de demande à 100 %
- le taux d'actualisation = 3.4 %
- un turnover faible
- la table de mortalité 2024 de l'INSEE

L'application de ces critères conduit à une provision pour médailles du travail à 42 k€ au 31/12/2024.

2.3. Dettes classées par échéance

Dettes financières

Emprunt construction bâtiment Volta	4 037 k€
Emprunt bâtiment Poitiers	1 458 k€
Dépôts reçus	2 k€
SOUS-TOTAL	5 497 k€

Dettes diverses

Dettes fiscales et sociales	2 133 k€
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 045 k€
Autres dettes dont :	1 652 k€
• Avances et acomptes reçus sur frais de scolarité	515 k€
• Subventions d'investissement perçues d'avance	705 k€
• Autres dettes	325 k€
• Clients créditeurs	107 k€
SOUS-TOTAL	4 830 k€

Ces dettes sont exigibles avant 1 an au plus.

2.4. Produits constatés d'avance

Ce poste enregistre les produits facturés d'avance sur les frais de scolarité et les contrats de recherche. La quote-part de la subvention non dépensée est reportée sur l'exercice suivant par le biais d'un produit constaté d'avance

Composition des produits constatés d'avance :

Frais de scolarité ingénieurs	3 276 k€
Frais de scolarité CPII	896 k€
Contrats d'apprentissage	409 k€
Frais de scolarité Masters	330 k€
Séminaire	41 k€
Frais de scolarité bachelors	38 k€
Frais de scolarité ALS+SELC	25 k€
Cordées	23 k€
Encadrement thèses, Etudes, contrats, chaire	18 k€
TOEIC session février 2025	8 k€
TOTAL	5 064 k€

F - Informations relatives au compte de résultat

1. VENTILATION DES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

Ventilation des produits d'exploitation **17 323 k€**

Poste « Vente de prestations de service » **14 078 k€**

Programme Ingénieurs	11 880 k€
Programme ingénieurs filière classique	5 162 k€
Scolarité	5 175 k€
Remise sur scolarité	- 13 k€
Programme ingénieurs filière apprentissage	4 680 k€
Programme Scolarité CPII	1 430 k€
Scolarité	1 433 k€
Remise sur scolarité	- 3 k€
Contrats de professionnalisation	488 k€
Filière internationale : programmes ALS	133 k€
Scolarités Fontanet	97 k€
Dégrèvement	- 110 k€
Programme Masters	1 118 k€
Scolarités masters (hors remise)	1 229 k€
Remise sur scolarité	- 111 k€

<u>Programme Bachelors</u>	59 k€
<u>Formation professionnelle continue</u>	12 k€
<u>Produits accessoires et divers (location, produits divers...)</u>	370 k€
Référént mobilité	72 k€
Frais de recrutement ALS	77 k€
Frais de dossier (toutes filières)	65 k€
Concours (ingénieur et CPII) + stage rentré CPII	32 k€
Frais de réinscription 2A 3A	28 k€
Chaire ISN	6 k€
Programmes courts	76 k€
Locations diverses	12 k€
Divers	2 k€
<u>Contrat de recherche et transfert</u>	640 k€
 Poste « Concours publics et subventions d'exploitation »	 2 565 k€
Subvention du MENESR	937 k€
Subvention recherche et pédagogie	1 144 k€
Taxe apprentissage	484 k€
 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions, et transfert de charges	 519 k€
 Produits de loyers 2023 déduits prix achat Poitiers	 141 k€
 Autres produits (autres produits accessoires et divers)	 19 k€

En application avec le règlement ANC 2018-06, l'ESIGELEC comptabilise les subventions d'exploitation affectées aux projets en fonction des dépenses engagées au prorata du montant financé dans la convention compte tenu de l'existence de conditions suspensives dans les conventions associées aux projets.

<u>Ventilation des charges d'exploitation</u>	19 160 k€
 Autres achats et charges externes	 5 283 k€
Loyers bâtiments	1 757 k€
Honoraires et commissions	687 k€
Entretien et maintenance des locaux	670 k€
Déplacements et missions	497 k€
Frais de communication	412 k€
Eau, gaz, électricité...	470 k€
Achats fournitures et petit matériel	160 k€
Location matériel	176 k€
Subventions élèves, cotisations, contributions	138 k€
Téléphone, affranchissement, internet	95 k€
Sous-traitance	95 k€
Assurance	48 k€
Documentation	25 k€
Frais de concours	16 k€
Frais bancaires	21 k€
Personnel intérimaire, frais recrutement	17 k€

Aides financières 287 k€

Impôts et taxes 196 k€
Taxes sur masse salariale 196 k€

Charges de personnel 11 852 k€
Salaires et traitements 8 052 k€
Charges sociales 3 800 k€

Dotations d'exploitation (amortissements, dépréciation créances) 1 242 k€

Provision pour risques et charges 66 k€

Autres charges 235 k€

2. VENTILATION DU RESULTAT FINANCIER 167 k€

Produits financiers 224 k€
Autres intérêts et produits assimilés 224 k€

Charges financières 57 k€
Intérêts 57 k€

3. VENTILATION DU RESULTAT EXCEPTIONNEL 625 k€

Produits exceptionnels sur opérations en capital 625 k€
Quote-part de subvention 514 k€
Produit exceptionnel 111 k€
(abandon d'acomptes étudiants étrangers)

Charges exceptionnelles sur opérations en capital 0 k€
Valeur comptable des actifs cédés 0 k€

4. IMPOTS SUR LES SOCIETES 478 k€

Crédit Impôt Recherche - 478 k€

5. MOYENS HUMAINS

	2024	2023
Salariés (effectifs présents au 31/12/N)	158	150
Enseignants chercheurs	53	45
Chercheurs	17	7
Doctorants	1	1
Administratifs	87	97
Prestataires - salariés (effectifs présents sur N)	280	283
Enseignants (salariés et non salariés)	229	228
Formateurs langues	28	33
Surveillants et étudiants	23	22

G - Autres informations

1. ENGAGEMENT HORS BILAN

Contributions volontaires : NEANT
Autres engagements donnés : NEANT
Autres engagements reçus : NEANT

Caution simple reçue de la Compagnie Européenne des garanties et cautions en garantie emprunt à hauteur de 60% soit 2 422 281 €.

2. REMUNERATION DES DIRIGEANTS

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, l'ensemble des membres du conseil d'administration sont bénévoles et ne perçoivent à ce titre aucune rémunération.

Le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants salariés s'est élevé à 367 029 € en 2024.

3. FORMATION PROFESSIONNELLE

Détail des ressources

Ressources de l'organisme

ORIGINE DES FONDS	MONTANT (2024)		MONTANT (2023)	
	En K€	En %	En K€	En %
I. – RESSOURCES PROVENANT DES ENTREPRISES ET ADMINISTRATION POUR LEURS SALAIRES ET DES PARTICULIERS				
Entreprises	781 846	14,8%	810 100	15,9%
Etat, collectivités locales, établissements publics	151 568	2,9%	77 128	1,5%
Entreprises : via OPCO	4 320 510	81,7%	4 114 004	80,7%
Particuliers	32 242	0,6%	91 832	1,8%
Sous-total I :	5 286 166	99,9%	5 093 064	99,9%
II. – RESSOURCES PROVENANT DES POUVOIRS PUBLICS				
Instances européenne				
Etat				
Régions	3 601	0,1%	2 649	0,1%
Autres collectivités territoriales				
Sous-total II :	3 601	0,1%	2 649	0,1%
III. – AUTRES				
Autres organismes de formation		0%		0,0%
Autres ressources				
Sous-total III :	-	0%	-	0,0%
Total des ressources :	5 289 767	100%	5 095 713	100%

composition par finalité des actions de formation

Décomposition des actions de formation par finalité

FINALITES DES ACTIONS	MONTANT 2024		MONTANT 2023	
	En K€	En %	En K€	En %
Diplômantes * (1).....	5 278 327	99,78%	5 083 645	99,76%
Perfectionnement professionnel et qualifiant * (2).....	11 440	0,22%	12 070	0,24%
Insertion sociale	-	0	-	0
Total	5 289 767	100%	5 095 715	100%

(1) Diplômes nationaux, titres homologués.

(2) Certificats de branches, certificats d'entreprises, attestations.